

Jean-Joseph Boillot

L'économie de l'Inde



La Découverte

9 bis, rue Abel-Hovelacque
75013 Paris

ISBN 2-7071-4750-8

Le logo qui figure au dos de la couverture de ce livre mérite une explication. Son objet est d'alerter le lecteur sur la menace que représente pour l'avenir de l'écrit, tout particulièrement dans le domaine des sciences humaines et sociales, le développement massif du photocopillage.

Le code de la propriété intellectuelle du 1^{er} juillet 1992 interdit en effet expressément la photocopie à usage collectif sans autorisation des ayants droit. Or cette pratique s'est généralisée dans les établissements d'enseignement supérieur, provoquant une baisse brutale des achats de livres, au point que la possibilité même pour les auteurs de créer des œuvres nouvelles et de les faire éditer correctement est aujourd'hui menacée.

Nous rappelons donc qu'en application des articles L. 122-10 à L. 122-12 du code de la propriété intellectuelle, toute reproduction à usage collectif par photocopie, intégralement ou partiellement, du présent ouvrage est interdite sans autorisation du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC, 20, rue des Grands-Augustins, 75006 Paris). Toute autre forme de reproduction, intégrale ou partielle, est également interdite sans autorisation de l'éditeur.

Si vous désirez être tenu régulièrement informé de nos parutions, il vous suffit d'envoyer vos nom et adresse aux Éditions La Découverte, 9 bis, rue Abel-Hovelacque, 75013 Paris. Vous recevrez gratuitement notre bulletin trimestriel **À la Découverte**. Vous pouvez également retrouver l'ensemble de notre catalogue et nous contacter sur notre site **www.editionsladecouverte.fr**.

© Éditions La Découverte, Paris, 2006.

I / Les premiers pas de l'Inde dans l'économie moderne

Des Indes florissantes à la colonisation britannique

Comprendre l'Inde d'aujourd'hui passe par un petit retour dans le passé pour deux raisons. L'une, objective, concerne l'histoire longue de l'économie mondiale qui comporte des phases de contraction-expansion des grandes zones du monde. À ce titre, les travaux historiques de l'économiste Angus Maddison [2003]*, même fragiles, montrent de façon peu contestable que l'Inde était vers 1700 l'une des deux premières économies mondiales avec la Chine, avec près de 23 % du PIB mondial chacune. Quoi de plus naturel que ces deux géants retrouvent à terme une position économique conforme à leur poids démographique, soit près de 20 % de la population mondiale pour l'Inde actuelle ?

La deuxième raison, plus subjective, concerne les mécanismes du déclin relatif observé à partir du XVIII^e siècle : l'économie indienne voit sa position reculer autour de 16 % du PIB mondial en 1820 ; l'accélération du déclin au cours du XIX^e siècle l'amène à un point bas historique de 3,8 % dans les années 1950. Le terme « subjective » désigne les représentations en Inde des causes exogènes de ce déclin, tout particulièrement la colonisation britannique. Elles sont ainsi largement à l'origine d'un trait majeur des politiques de développement autour du concept central de *self-reliance* (autonomie), véritable leitmotiv des années post-indépendance qui a perduré jusqu'au tournant des années 1980 et dont on trouve encore trace dans les mentalités

* Les références entre crochets renvoient à la bibliographie en fin d'ouvrage.

collectives. Subjective également, car le rebond actuel de l'Inde puise son inspiration, sa confiance retrouvée, dans l'imaginaire d'une civilisation cinq fois millénaire qui a effectivement connu des moments fastes au cours de son histoire.

L'Arthashastra et les Indes florissantes

Le premier mythe de l'Inde est celui d'une économie sous-développée à l'indépendance. Un traité comme l'*Arthashastra*, que l'on pourrait traduire aujourd'hui par « traité de bonne gouvernance », attribué au conseiller Kautilya du grand roi Chandragupta Maurya vers 321-290 av. J.-C., témoigne d'une rare maîtrise de l'importance et des moyens d'une économie prospère : « La richesse acquise ne doit pas être stockée mais dépensée [...], la voie de la rectitude est le travail incessant pour l'acquisition de richesses et de profits. » Un bon roi est celui qui maintient des impôts raisonnables, développe les infrastructures et favorise l'activité des marchands comme des paysans. Le fait est que l'Inde a connu dans le passé des royaumes florissants avec des castes marchandes dynamiques qui furent à l'origine de l'expansion commerciale maritime vers l'Asie du Sud-Est et le Moyen-Orient, célèbre sous le nom de « route des épices », avec des centres commerciaux dynamiques comme Malacca à mi-chemin de la Chine. Il en est de même par la voie terrestre avec la non moins célèbre « route de la soie » dont l'une des branches traverse les passes de l'actuel Pakistan pour rejoindre les ports du Gujarat (Surat) et faire la fortune des castes marchandes jaïn ou marwari, encore aujourd'hui piliers de l'économie indienne.

Un peu plus tard, les « Indes florissantes » [Deleury, 1991] connaîtront plusieurs moments forts au détour des conjonctures politiques dans un sous-continent en bouleversement permanent, et notamment sous l'action des grandes invasions musulmanes dans les régions côtières du sud, puis au nord en provenance d'Asie centrale. Au cours des XIV^e-XV^e siècles, le sous-continent va ainsi se fragmenter entre les sultanats au nord et les royaumes du Deccan. Au sud en particulier, le royaume de Vijayanagar, qui disparaît avec la conquête de Madurai en 1370, éblouit les premiers navigateurs portugais par la splendeur de la ville et les fastes de l'armée. Sur la côte ouest de la péninsule, les états du Malabar voient l'essor des marchands qui vivent du trafic des épices dans l'océan Indien, et notamment celui du poivre et du gingembre que l'on trouve à foison dans les

campagnes d'Éli et de Calicut. Sur l'autre côte, la dynastie des Gajapati (maîtres des éléphants) porte l'Orissa, aujourd'hui un des États les plus pauvres de l'Inde, au faite de sa puissance entre 1435 et 1568 grâce aux cultures vivrières que sont le riz dans le delta de Mahanadi, la canne à sucre, les épices et enfin le sel des marécages côtiers. Même le secteur du textile, sans rivaliser avec celui du Gujarat ou du Bengale voisin, se caractérise par un essor sans précédent des étoffes de luxe combinant fines cotonnades blanches et fils de soie. On se souvient enfin du légendaire diamant de Golconde, le plus gros jamais connu au monde, extrait dans le sultanat du même nom, créé par un sultan azerbaïdjanais, Ouli Qutbulmuk (1512-1543), qui se proclama indépendant en 1512 et domina pendant de longues décennies le marché asiatique du diamant.

C'est cette Inde qui attire les nouveaux venus, marchands arabes puis européens, avec l'arrivée des Portugais en 1498 et l'ensemble des compagnies européennes entre 1565 et 1600 : la VOC hollandaise créée en 1594, l'East India Company lancée à Londres en 1600, et la Compagnie française des Indes créée par Colbert en 1664 après plusieurs campagnes avortées de petites sociétés dès 1528 (la *Marie du Bon Secours* s'échoue à Diu).

La constitution de l'Empire moghol (1556-1739) s'inscrit dans cet apogée en dépit des campagnes militaires incessantes que va connaître le sous-continent et d'un changement de structures économiques important. Au début du règne d'Akbar en 1556, l'Inde compte 100 à 145 millions d'habitants dont 60 % pour l'empire proprement dit. C'est alors la plus grosse population du monde dont 15 à 20 % vit en zone urbaine. La masse, rurale et hindoue à une écrasante majorité, supporte un prélèvement fiscal lourd et ne bénéficie d'aucune innovation technologique améliorant les rendements. En revanche, le volume des échanges commerciaux connaît un essor constant avec un engouement sans précédent de la clientèle européenne pour les textiles indiens produits dans des manufactures où la main-d'œuvre est cinq à dix fois moins chère qu'en Angleterre, et vendus par des castes commerçantes prospères.

L'Inde connaît alors une balance commerciale excédentaire et l'accumulation de richesses par la cour moghole produit les monuments qui font encore aujourd'hui sa réputation. Le Taj Mahal, construit à partir de 1632 par l'empereur Shah Jahan (1628-1658) à la mémoire de son épouse, Muntaz Mahal, fixe ainsi le style de la célèbre architecture moghole qui dominera le

L'Inde et l'économie mondiale de l'an 1 à 2001

	Inde	Chine	Japon	Autres Asie	Eur. l'Ouest	E-U	Am. latine	Afri.	Autres	Monde
Années	% du PIB mondial									Trillions de USD¹
										PPA²
										1990
1	33	26	1	16	11	0	2	7	4	103
1000	29	23	3	16	9	0	4	12	5	117
1500	24	25	3	13	18	0	3	8	6	248
1600	22	29	3	11	20	0	1	7	6	331
1700	24	22	4	11	22	0	2	7	8	371
1820	16	33	3	8	23	2	2	4	9	695
1870	12	17	2	7	33	9	2	4	13	1113
1913	7	9	3	6	33	19	4	3	16	2732
1950	4	5	3	7	26	27	8	4	16	5330
1973	3	5	8	9	26	22	9	3	16	16024
2001	5	12	7	13	20	21	8	3	9	37194
Années	% de la population mondiale									Millions hab.
1	32	26	1	16	11	0	2	7	4	230820
1000	28	22	3	1	9	0	4	12	5	267573
1500	25	23	4	13	13	0	4	11	7	438428
1600	24	29	3	12	13	0	2	10	7	556148
1700	27	23	4	12	13	0	2	10	8	603490
1820	20	37	3	9	13	1	2	7	9	1041834
1870	20	28	3	9	15	3	3	7	12	1271915
1913	17	24	3	10	15	5	5	7	14	1791091
1950	14	22	3	16	12	6	7	9	12	2524324
1973	15	23	3	17	9	5	8	10	10	3916489
2001	17	21	2	20	6	5	9	13	8	6149006
Années	100 = PIB/hab mondial									USD¹
										PPA²
										1990
1	101	101	90	101	101	0	90	97	97	445
1000	103	103	97	103	92	0	92	97	100	436
1500	97	106	88	100	136	71	74	73	87	566
1600	92	101	87	95	149	67	74	71	92	595
1700	89	98	93	92	162	86	86	68	98	615
1820	80	90	100	87	180	188	104	63	103	667
1870	61	61	84	73	224	279	78	57	113	875
1913	44	36	91	58	227	347	97	42	114	1525
1950	29	21	91	43	217	453	119	42	142	2111
1973	21	21	279	50	279	408	110	34	158	4091
2001	32	59	342	66	318	462	96	25	116	6049

1. USD : dollar américain.

2. PPA : parité de pouvoir d'achat.

Source : Maddison [2003].

sous-continent jusqu'au XVIII^e siècle. À l'aube de ce siècle, l'hégémonie moghole interdit toute ingérence politique ou religieuse, même si les premiers affrontements militaires avec les colonisateurs commencent dès 1687 au Bengale. La prospérité économique, à laquelle participent de plus en plus de négociants européens au train de vie modeste et aux manières rigoureuses, engendre des profits, une augmentation des recettes fiscales et douanières, et un essor sans précédent de l'industrie textile qui assure le plein emploi et maintient l'Inde parmi les toutes premières puissances économiques du monde.

Toutefois, les données de Maddison montrent dans le même temps un essor beaucoup plus rapide de l'Europe qui connaît alors les prémices de la révolution agricole et industrielle avec une explosion de sa population, qui progresse de 74 % entre 1700 et 1820 contre 37 % seulement pour l'Inde. Surtout, son PIB par habitant se détache nettement de celui de l'Inde qui stagne avec un rapport de 2 à 1 déjà en 1820. Ce qui n'est qu'un déclin relatif correspond en réalité à un profond changement des rapports de forces mondiaux. Miné de l'intérieur, incapable d'évoluer dans ses structures politiques et socioéconomiques, l'Empire moghol, resté agraire, disparaît en trois décennies après la mort d'Aurengzeb en 1707. L'Inde revient à une floraison de sultanats et royaumes encore prospères mais incapables de trouver la stabilité politique. Au point de laisser les nouvelles puissances européennes, puis l'Angleterre seule, en devenir les nouveaux maîtres et imposer un modèle colonial qui se traduira effectivement par le sous-développement de l'Inde à la fin du Raj britannique en 1947.

La colonisation britannique et ses conséquences

Les Indes britanniques connaîtront deux phases bien distinctes. Le premier siècle colonial (1757-1858) est celui de l'East India Company. Il correspond à la conquête qui démarre avec la défaite du sultan Sirajuddaula à Plassey (Bengale) et se termine en 1858 avec l'abolition du monopole de la compagnie au profit d'un rattachement direct des Indes à la couronne britannique après la défaite des Marathes en 1818 puis celle des Cipayes en 1857, qui créent un vide politique total dans le sous-continent. Entre 1765 et 1858, celui-ci connaîtra douze famines terribles qui commenceront à être un trait distinctif de l'Inde coloniale. La stagnation agricole, combinée à un

accroissement accéléré de la population, se nourrit de l'instabilité administrative tandis que la nouvelle puissance s'intéresse essentiellement à l'exportation des richesses commerciales du pays [Lafont, 2005].

Le deuxième siècle colonial (1858-1947) commence avec l'extension de la domination britannique à l'ensemble du sous-continent pour se terminer à la partition de 1947 qui laisse un ensemble ne pesant plus que 4 % du PIB mondial mais encore 14 % de la population du globe. Sur le plan agricole, une première période qui va jusqu'à la Première Guerre mondiale voit la coexistence d'une phase de conjoncture ascendante des prix, des superficies cultivées et des infrastructures de transport et d'irrigation, et pourtant d'un sinistre palmarès : vingt famines, dont celle de 1860 qui fait deux millions de morts, celles de 1865 et 1876 dans le Sud qui tuent 10 % à 20 % de la population selon les estimations et qui mettent fin à l'essor de cette moitié sud du sous-continent, enfin, celle de 1896 qui fera plus de cinq millions de victimes. Une seconde période jusqu'à l'indépendance connaît des tendances agricoles nettement plus défavorables, dues notamment à l'accélération de la croissance démographique et à de bas prix de marché. La dernière grande famine de l'Inde, celle du Bengale en 1943, fait néanmoins encore près de quatre millions de victimes et marquera le prix Nobel indien d'économie, Amartya Sen, alors jeune étudiant.

Le bilan de la colonisation dans le domaine agricole paraît peu douteux pour les historiens : « En dépit de la réussite économique visible de certaines régions privilégiées et de certaines couches de la société paysanne, c'est la configuration indienne du sous-développement agraire qui prenait sa forme actuelle, faite de blocages et d'inégalités de croissance » [Markovits, 1994]. Au-delà, le déclin de l'économie indienne sous la colonisation britannique s'articule autour d'un triple mécanisme bien mis en lumière par les économistes indiens Datt et Sundharam [2004] : le déclin de l'artisanat et la progressive ruralisation de l'économie indienne ; la mise en place d'un nouveau système foncier et l'orientation vers des cultures de rendement destinées à l'exportation ; enfin un mode d'industrialisation subordonné aux intérêts de la métropole et soumis aux caprices de la conjoncture mondiale marquée notamment par la grande crise des années 1930.

Sur ce dernier point, le bilan de la colonisation est toutefois loin d'être univoque. Alors que l'artisanat et la petite industrie

Principaux événements politiques et économiques de l'Inde

- 1489-1517** Sikandar Lodi, un Afghan, sultan de Delhi.
- 1510** Conquête de Goa par les Portugais.
- 1556-1605** Règne du premier grand empereur moghol Akbar.
- 1600** Création à Londres de l'East India Company.
- 1628-1658** Règne de l'empereur moghol libéral Shah Jahan (Taj Mahal).
- 1658-1707** Règne de son fils austère et intégriste Aurangzeb, le dernier grand empereur moghol.
- 1664** Colbert crée la Compagnie française des Indes orientales.
- 1818** Annexion par la Compagnie des territoires du Peshwa et établissement de la prépondérance britannique en Inde.
- 1857** Révolte des Cipayes. Création des premières universités.
- 1858** Abolition de l'East India Company : l'Inde dépend de la couronne britannique. Proclamation de la reine Victoria.
- 1947** Indépendance de l'Inde et du Pakistan.
- 1948** Assassinat de Gandhi et mort de Jinnah. Annexion à l'Inde du Cachemire et de l'Hyderabad. Premier conflit Inde-Pakistan à propos du Cachemire.
- 1950** Création de la Planning Commission présidée par J. Nehru.
- 1951** Début du premier plan quinquennal. Début des premières élections générales.
- 1956** Deuxième plan quinquennal, tournant socialisme planificateur.
- 1962** Conflit frontalier avec la Chine.
- 1964** Mort de Nehru. Lal Bahadur Shastri prend la succession. Scission du Parti communiste indien.
- 1965** Deuxième guerre avec le Pakistan, ligne de cessez-le-feu (LOC) sur le Cachemire.
- 1966** Indira Gandhi, fille de Nehru, devient Premier ministre. Grave crise économique : sécheresse et dévaluation de 36 % de la roupie.
- 1969** Nationalisation des banques commerciales indiennes.
- 1970** Le *Monopoly and Restrictive Trade Practices Act* (MRTP) contrôle sévèrement les entreprises privées.

rurale disparaissent face à la concurrence de la grande industrie développée dans un premier temps par les Britanniques, notamment dans le cadre du système de *managing agencies*, les communautés marchandes indiennes comme les Parsis, les Banyas gujaratis, les Marwaris, les Jains ou les Chettiars, commencent à accumuler de larges capitaux et de plus en plus d'expertise technique qui leur permettent de prendre progressivement l'ascendant économique sur les colonisateurs. On estime ainsi qu'ils contrôlent 70 % de l'économie indienne à la veille de l'indépendance, contre 30 % pour le capital étranger. Ce sont eux notamment qui soutiendront le mouvement nationaliste

- 1971** Troisième guerre avec le Pakistan, indépendance du Bangladesh (partie orientale du Pakistan de 1947) ; cinquièmes élections générales, Indira Gandhi réélue.
- 1973** Le *Foreign Exchange Regulation Act* (FERA) contrôle rigoureusement les flux de capitaux et les investisseurs étrangers.
- 1975-1977** Proclamation de l'état d'urgence (*Emergency*) par Indira Gandhi qui radicalise la politique économique.
- 1977** Fin de l'état d'urgence. Morarji Desai (Janata Party) devient Premier ministre.
- 1980** Retour au pouvoir du Congrès et Indira Gandhi adopte progressivement une politique économique pragmatique favorable au monde des affaires.
- 1984** Assassinat d'Indira Gandhi, son fils Rajiv devient Premier ministre et accentue la libéralisation de l'économie.
- 1989-1991** Arrivée au pouvoir d'une coalition non-Congrès assez instable.
- 1991-1996** Assassinat de Rajiv Gandhi au cours de la campagne électorale. Le Congrès revient au pouvoir. Crise majeure de la balance des paiements qui favorise la mise en œuvre de la première génération des réformes sous l'impulsion du ministre des Finances Manmohan Singh.
- 1997-1998** Plusieurs coalitions tentent de prendre le pouvoir dont celle du parti nationaliste BJP (Bharatiya Janata Party) qui connaît une progression rapide dans le pays.
- 1998** Deuxième explosion nucléaire de Pokhran après celle de 1974. Sanction internationale sévère contre l'Inde et le Pakistan en pleine crise économique asiatique.
- 1999-2004** La coalition NDA (Alliance démocratique nationale) dirigée par le parti nationaliste BJP gagne les treizièmes élections générales. poursuite ralentie des réformes libérales et tensions nationalistes internes et externes (2002, émeute du Gujarat contre les musulmans).
- 2004** La coalition UPA, dirigée par le Congrès et soutenue par la gauche communiste, revient aux affaires sur le thème de l'Inde qui ne brille pas pour tous. Mise en œuvre de la deuxième génération des réformes libérales et de programmes sociaux en parallèle.

Swadeshi de 1905 (« l'Inde aux Indiens »), visant à réorienter la production vers la demande domestique. Ce sont eux également qui imposeront en 1923 des mesures sélectives de protection de l'industrie domestique, notamment pour l'acier, les textiles, le jute, le sucre ou le papier, au point d'évincer progressivement les producteurs étrangers. La thèse du sous-développement, produit univoque de la colonisation, est ainsi contestée par certains économistes comme Morris D. Morris [1982], qui mettent davantage en lumière les particularités du rapport salarial au début du capitalisme indien.

Mise en place de la voie indienne de développement : 1947-1980

L'indépendance de l'Inde en août 1947 intervient dans un climat de forte instabilité politique et économique qui durera au moins jusqu'à l'adoption d'une Constitution républicaine en 1950. De fortes émeutes intercommunautaires secouent le pays au moment de sa partition avec le Pakistan, lui-même coupé entre une aile occidentale, l'actuel Pakistan, et une aile orientale, qui deviendra en 1972 l'actuel Bangladesh. Des millions de personnes connaissent l'exode, notamment des deux côtés du Pendjab et du Bengale. En 1948, l'assassinat du Mahatma Gandhi par un extrémiste hindou du RSS (Rashtriya Swayamsevak Sangh, association de volontaires nationaux) et la mort du fondateur du Pakistan, Ali Jinnah, sont suivis du premier conflit armé à propos du Cachemire dont le cessez-le-feu n'intervient qu'en 1949. Sur le plan interne, l'annexion du Cachemire et de l'Hyderabad illustre les difficultés à unifier le pays, sans compter les derniers comptoirs coloniaux, dont celui de Pondichéry qui ne sera rattaché officiellement à l'Union indienne qu'en mai 1956 après un transfert effectif en 1954. La situation économique est alors catastrophique avec une crise alimentaire récurrente, des pénuries de matières premières essentielles comme le jute et le coton et, enfin, une inflation de plus en plus incontrôlable. Cette situation d'urgence va imprimer une trace profonde sur les orientations du premier modèle économique indien dont les influences se font encore sentir aujourd'hui. Pour autant, à la différence du modèle chinois, le modèle indien post-indépendance s'avère moins radical. Il puise en particulier ses racines dans au moins quatre influences qui agissent comme un feuilleté dont l'ordonnement va varier selon les époques : le nehrisme essentiellement social-démocrate, le communisme soviétique puis chinois et de plus en plus indien aujourd'hui, le libéralisme plus ou moins tempéré des classes marchandes, et enfin le gandhisme.

Le commanding height du secteur public

La première phase de la reconstruction indienne jusqu'en 1980 verra toutefois les deux premiers courants dominer largement. Après un premier plan quinquennal (1950-1955) qui est surtout une gestion de crise, la structure du modèle socialiste

Les quatre sources de la pensée économique en Inde

La première conception économique moderne apparaît dès 1938 avec notamment la création du National Planning Committee sous l'égide du leader de l'indépendance, Jawaharlal Nehru. S'inspirant du socialisme fabien en Grande-Bretagne, Nehru est aussi admiratif des succès du modèle soviétique de l'époque. Dans le cadre d'un système politique qui se veut démocratique tout en poursuivant l'objectif d'établir une *structure socialiste* de la société, l'idéologie économique du Congrès renvoie à la tradition sociale-démocrate doublée des thèmes tiers-mondistes de l'époque, dont la priorité aux industries lourdes et à la substitution d'importation. L'action économique de l'État prend la forme d'un plan indicatif (mais impératif pour le secteur public considéré comme prioritaire pour fixer les grands choix politiques et sociaux du pays). En cas de pénurie des ressources, l'État peut adopter tout un ensemble de réglementations et de contrôles sur le secteur privé dans un souci de cohérence avec le plan.

Une deuxième conception située très à gauche de celle de Nehru est liée à la création d'un parti communiste en Inde dès 1925 (CPI). Bien que collaborant de façon étroite avec le mouvement nationaliste, le courant communiste a toujours maintenu une forte identité autour de l'orthodoxie soviétique avant sa scission en 1964 en faveur d'un courant prochinois qui deviendra le CPI(M). La planification se veut ici impérative, plus étendue et favorable à une extension croissante du secteur public. À l'indépendance, le révolutionnaire alors mondiallement connu, M.N. Roy, publiera son propre *People's Plan*. Ce courant reste vivace avec les deux partis communistes suffisamment puissants pour constituer

des partenaires indispensables dans une coalition fédérale.

Une troisième conception apparaît dans le *Plan of Economic Development*, plus connu sous le nom de « plan de Bombay », élaboré par huit grands patrons, dont J.R.D. Tata, à la tête du premier groupe industriel du pays. Favorables à l'indépendance économique de l'Inde, ces industriels voyaient dans le plan un outil de cohérence entre les objectifs ambitieux du secteur privé et ceux où se justifiait l'action de l'État comme les infrastructures. Ce n'est qu'après l'adoption du plan de 1956 que vont monter du patronat des voix contre la planification, en particulier autour du Forum of Free Enterprise créée en 1957. L'idéologie économique libérale a pris d'année en année de l'importance au sein même des deux grandes familles politiques qui dominent la vie politique nationale : le Congrès et le BJP.

Le courant économique gandhien apparaît dans le plan formulé par Shriman Narayan et Acharya S. N. Agarwala en 1944. Il révèle un choix de stratégie de développement et une vision de l'organisation sociale très éloignés de celles de Nehru. La vision gandhienne ne s'oppose pas à l'existence d'un large secteur public. Celui-ci se voit notamment attribuer la responsabilité du développement d'industries clés comme l'énergie ou l'acier. Mais les quatre piliers du schéma gandhien conduisent à réduire l'ampleur et le rôle directeur du secteur public planifié : la frugalité, la non-violence, le travail sacré (en particulier, refus du remplacement de l'homme par les machines), enfin les valeurs humanistes opposées à la conception de l'*homo economicus*. Ce qui peut paraître comme un romantisme économique n'en a pas moins eu une réelle influence dans les décennies post-indépendance au travers d'une large mouvance d'organisations coopératives et d'ONG encore aujourd'hui vivaces et influentes.

indien qui va prévaloir jusqu'au milieu des années 1980 doit son origine aux travaux d'un groupe d'économistes marxistes menés par P.C. Mahalabonis, dont le premier modèle de 1953 à deux secteurs est une simple adaptation du modèle soviétique de Feldman développé dans les années 1920. L'indianisation du modèle pour le deuxième plan quinquennal de 1955 le décompose simplement en quatre secteurs pour refléter l'importance des services et de l'artisanat qui occupent une très grande partie de la population active. Son raisonnement macroéconomique établit une priorité à l'investissement industriel et centralisé censé déterminer le taux d'épargne et le taux de croissance maximal de long terme. Totalement avalisé par Nehru, le modèle PCM se traduit par la mise en place d'un système d'économie mixte mais dont la haute main (*commanding height*) revient à l'État au travers d'un secteur public dominant et d'un ensemble de réglementations encadrant strictement l'action du secteur privé, qui lui vaudra de recevoir le quolibet *Licence Raj* encore populaire aujourd'hui.

Née avec la création de la célèbre Planning Commission par Nehru en 1950, la planification acquiert un rôle de plus en plus structurant à partir de 1955. Sur un plan strictement quantitatif, les dépenses planifiées tripleront leur part dans le PIB entre 1951 et le milieu des années 1970 pour atteindre plus de 20 %. Surtout, ils vont représenter progressivement les deux tiers de l'investissement du pays, et même les trois quarts lors du sixième plan de 1980-1985. Pour l'État central, les dépenses du plan iront jusqu'à représenter 60 % de son budget au début des années 1980, auxquelles s'ajoutent 15 % de paiement des intérêts sur la dette, soit les trois quarts du budget.

Le secteur public est le deuxième volet du modèle socialiste indien. Le poids du grand secteur privé *organisé* devient progressivement marginal en comparaison d'un secteur public qui bénéficie de toutes les priorités. Sa part au sens large (administrations incluses) passe de 7,5 % à 20-25 % du revenu national en trente ans, dont de 3 % à près de 15 % pour le seul secteur public productif. Rapporté au seul secteur organisé (plus de dix salariés), le partage public-privé s'inverse totalement en quelques années. Sur 12 millions d'emplois en 1960, le secteur public, quasi inexistant en 1950, en représente déjà 7. Il bondit à 21 millions en 1970 contre à peine 7 dans le secteur privé. Par branches, le caractère dominant du secteur public ressort mieux encore avec une proportion de 84 % du secteur organisé en 1979 dans les

mines, 88,5 % dans l'énergie, 100 % dans les transports et 81 % dans les communications. Pour les banques, il progressera de 12 % à l'indépendance à 41 % en 1965 et surtout 81 % en 1980 après les vagues de nationalisation sous Indira Gandhi. Enfin, si l'agriculture et le secteur manufacturier échappent à la domination de l'État, des moyens de contrôle indirects prennent la relève, notamment les politiques de prix et de fourniture des intrants pour la première, et la politique industrielle pour le second. Dans le secteur manufacturé *organisé*, la part du secteur public est ainsi montée de quelques pour cents en 1950 à plus de 10 % en 1960 pour atteindre près de 25 % en 1979. Mais élargie à l'ensemble des types d'entreprises (secteur inorganisé compris), la situation de *commanding height* du secteur public apparaît assez secondaire puisqu'il ne représentait au pic de 1980 que 14,4 % du PIB manufacturier total du pays. Les grandes mesures de politique industrielle et commerciale prises dès les années 1940 ont alors constitué un troisième volet majeur du modèle indien d'économie mixte en donnant à l'État des moyens de contrôle considérables.

Le Licence Raj

Dans un contexte de crise sévère de ressources, l'*Industrial Policy Resolution* de 1948 (IPR) va ainsi fixer les domaines réservés du secteur public, du grand secteur privé et du petit secteur privé (SSI). L'industrie est divisée en quatre grands secteurs dont deux sous strict monopole public soit du Centre, soit des États, un troisième à prédominance publique et concernant pourtant des industries civiles très variées, une quatrième catégorie enfin, qualifiée de *reminder of the industrial field*, laissée en totalité au privé. La résolution stipule pour la première fois le droit pour l'État de nationaliser n'importe quelle entreprise au nom de l'intérêt public. Enfin, concernant l'investissement étranger, apparaît un autre trait marquant du modèle indien post-indépendance, encore vivace de nos jours : « Il est de règle que les intérêts majoritaires dans la propriété du capital et le contrôle effectif de la gestion doivent toujours être aux mains d'Indiens. »

Cette résolution est suivie en 1956 d'une seconde IPR comportant une nouvelle classification des secteurs réservés au public et au privé. En échange d'une plus grande ouverture aux grandes entreprises privées, elle définit néanmoins pour la première fois

des secteurs réservés ou des quotas en faveur des petites entreprises (SSI, *village* ou *cottage enterprises*). S'ajoutent également des priorités régionales qui auront un fort impact sur la géographie économique de l'Inde, notamment pour les districts reculés d'États comme le Madhya Pradesh, le Rajasthan ou dans l'actuel Jharkhand. La nouvelle résolution de décembre 1977, lors de la brève expérience du gouvernement Janata, accentue les distorsions en faveur des petites entreprises et maintient le rôle prédominant du secteur public au nom de la défaillance des grands secteurs privés et étrangers à créer des emplois. La liste des produits réservés aux PME saute de 180 à 807 et les secteurs coopératifs ou artisanaux, comme le Khadi d'inspiration gandhienne dans le textile, bénéficient de soutiens accrus à tous les niveaux. Chacune de ces lois se voit assortie de textes réglementaires instaurant des licences domestiques limitant les capacités de production de chaque entreprise et fixant des quotas dans le domaine des échanges extérieurs. Le principal document est l'*Industrial Development and Regulation Act* adopté pour la première fois en 1951 et qui fixe les conditions d'obtention des licences industrielles ainsi que les seuils en dessous desquels aucune licence n'est nécessaire (100 salariés ou moins de 1 million de roupies d'équipements dans les années 1950). Suite à de nombreuses critiques sur les effets pervers du *Licence Raj*, une nouvelle *Industrial Licensing Policy* est adoptée en février 1970 mais elle complique plus encore les règles d'attribution des licences en dépit d'une définition plus précise d'un *core sector* à dominante publique.

La volonté quasi obsessionnelle de limiter l'expansion des grandes sociétés indiennes et celle des firmes étrangères connaîtra un sommet avec l'adoption dans les années 1970 de deux grandes lois : le *MRTTP Act (Monopoly and Restrictive Trade Practices)* et le *FERA (Foreign Exchange Regulation Act)*, qui les mettront sous un contrôle entièrement discrétionnaire de la banque centrale et du ministère des Finances jusqu'en 1993.

Le Hindu rate of growth

La remise en cause dans les années 1980 du modèle économique indien post-indépendance s'inscrit dans la douloureuse expérience des trois premières décennies. Les résultats économiques, très éloignés des espérances de départ, prendront le sobriquet célèbre du *Hindu rate of growth* plafonné à 3,5 % de

Résultats de cinquante-cinq ans de planification en Inde

	Croissance annuelle PIB		Mode de financement en %			
	Objectif	Réalisé	PIB/hab	Budget	Aide extérieure	Déficit-emprunt
1 ^{er} plan (1951-1956)	2,1	3,7	1,8	73	10	17
2 ^e plan (1956-1961)	4,5	4,2	2,0	56	24	20
3 ^e plan (1961-1966)	5,6	2,8	0,2	59	28	13
3 plans annuels (1966-1969)	5,5	3,9	1,5			
4 ^e plan (1969-1974)	5,7	3,4	1,0	74	13	13
5 ^e plan (1974-1979)	4,4	5,0	2,7	82	15	3
Plans annuels (1979-1980)	5,0	- 5,0	- 8,3			
6 ^e plan (1980-1985)	5,2	5,5	3,2	78	8	14
7 ^e plan (1985-1990)	5,0	5,8	3,6	75	9	16
2 plans annuels (1990-1992)	5,5	3,3	0,9			
8 ^e plan (1992-1997)	5,6	6,8	4,6	86	5	9
9 ^e plan (1997-2002)	6,5	5,6	3,6			
10 ^e plan (2002-2007)	8,0	6,5 ¹	4,8 ¹			

1. Trois premières années.

Sources : Datt et Sundharam [2004] et *Economic Survey 2004-2005*, Government of India.

croissance annuelle du PIB, soit à peine + 1 % par habitant. L'Inde sera ensuite confrontée à une multitude de crises politiques et économiques qui affecteront progressivement la légitimité du modèle de départ. Deux grandes phases peuvent être distinguées au cours de cette période : l'ère Nehru de 1950 à 1964, puis le tournant radical de 1965 qui se termine dans les affres de l'état d'urgence de 1975-1977. Le tableau *supra* sur les résultats de cinquante-cinq ans de planification ou celui du chapitre suivant sur les performances de l'Inde par sous-périodes sont sans équivoque. Le PIB par habitant de l'Inde aura connu une progression d'à peine 1 % par an entre 1950 et 1980 et l'écart entre les objectifs des différents plans et leurs résultats n'a cessé de se détériorer passé une première phase d'effort d'accumulation soutenue au cours des deux premiers plans quinquennaux. L'Inde connaîtra notamment une série de crises alimentaires et des paiements à l'occasion des très mauvaises

moussons comme celle de 1965, qui compromettront la cohérence des plans et tout particulièrement l'effort d'investissement. Celui-ci retombe ainsi dans la seconde phase de cette première période avec une progression annuelle de 4,5 % dont seulement 3,7 % pour les machines et équipements. En outre, la réorientation brusque des priorités vers l'agriculture et ses industries connexes compromet les premiers efforts engagés dans le secteur des biens d'équipement dont le modèle d'import-substitution, alors très en vogue dans les PVD, fait dépendre tout le succès du modèle de *self-reliance* [Boillot, 1985]. Si des résultats tangibles sont perceptibles dans l'autonomie agricole du pays, la crise pétrolière de 1974 met à nu l'économie indienne tandis que la situation politique se dégrade tout au long de la seconde moitié des années 1970, avec notamment l'état d'urgence de 1977 et la fin de la dynastie des Gandhi. Pour en sortir, un profond débat s'engage alors entre les économistes aussi réputés que K.N. Raj [1984], un des fondateurs de l'expression du *Hindu rate of growth*, et les premiers réformateurs, dont Ashok Desai ou plus tard Isher Judge Ahluwalia [1991], épouse de celui qui deviendra le principal conseiller économique du père des réformes en 1991, Manmohan Singh.